ENJEUX GEOPOLITIQUES
Ce moment d'asservissement volontaire par infiltration

DEBAT
Fétichisme électoraliste et "colonialisme économique" (suite)

DECRYPTAGE
Kengo: "Nous avons toujours appartenu au camp occidental"

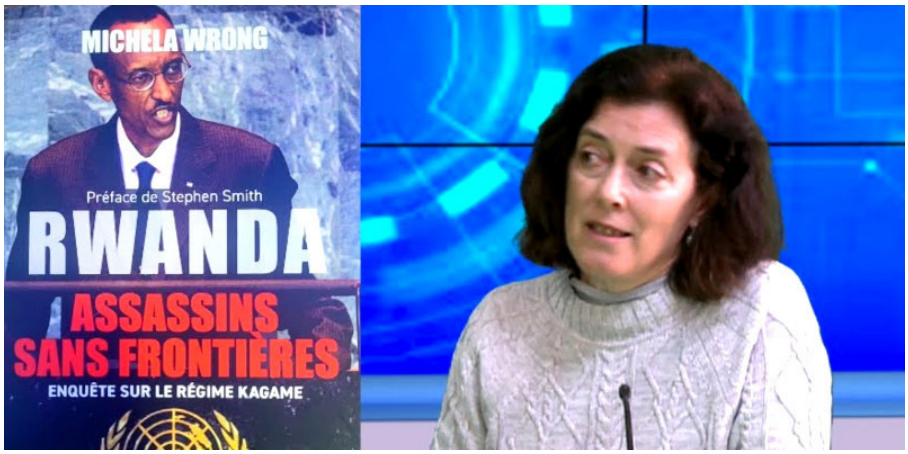
#INGETA

Réinventons le Congo

Juin 2023

Numéro 39, volume 10

Gratuit | Ingeta.com



Lire Michela Wrong et guérir de l'idéalisation du FPR/APR

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Pourquoi Fred, Patrick, Nyamwasa, Théogène et les autres fondateurs du Front Patriotique Rwandais (FPR/APR) ont tous disparus de l'entourage de Paul? Si c'étaient des «garçons» bien organisés, s'aimant plus que les Kongolais(es) ne puissent le faire, confiants en eux-mêmes et travaillant main dans la main pour réaliser des objectifs bien définis à l'avance? Pourquoi Fred, un «garçon normal», bosseur et inclusif, n'a-t-il pas survécu à la marche pour la conquête de Kigali par «les assassins sans frontières» de Paul ?

La surhumanisation des fondateurs du FPR/APR relèverait beaucoup plus de la méconnaissance de leur marche historique que du réel. Ce mouvement né dans un climat de rejet, de mépris et de discrimination en Ouganda porte les marques de sa fragilité et de sa vulnérabilité. A en croire Michela Wrong, il fut rongé, de l'intérieur, par une terrible psychopathologie. Certains de ses « assassins sans frontières » exigent, par exemple, que des membres de familles de leurs ennemis puissent les empoisonner. Qu'une femme, par exemple, empoisonne son mari.

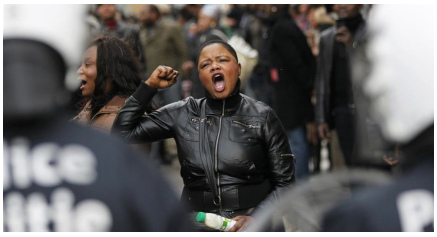
Donc, au sein du FPR/APR, il y a des psychopathes qui refusent de respecter les frontières, les limites au-delà desquelles les membres normaux d'une même famille ne peuvent pas aller. Ils détruisent toutes les frontières et dépassent toutes les limites. Ils créent ainsi un espace où la confiance manque et où la méfiance est permanente. Ils vivent de la démesure, de l'hybris.

Idéaliser et/ou essencialiser les fondateurs du FPR/APR au point de tomber dans la haine de soi et du « nous kongolais » me semble être une erreur monumentale. A mon avis, le Kongo-Kinshasa semble avoir réussi un exploit d'une très grande valeur : réussir à coordonner plus de 300 ethnies dans un climat d'une fraternité ayant ses fragilités, mais respectueuse de certaines limites humanisantes. Cette fragile fraternité est attaquée depuis la guerre de l'AFDL. Elle fut attaquée en 1960 et en 1992. La refonder sur des principes unificateurs est indispensable à la cohésion nationale et à la cohésion sociale.

Lire Wrong donne davantage envie d'être Kongolais, d'être un Kongolais averti, éveillé et de renoncer à la haine du « nous collectif ».

MANIFESTE

Notre raison d'être



La finalité de notre mouvement, c'est la libération de la République démocratique du Congo des forces d'occupation et de corruption. La finalité de notre mouvement, c'est le rétablissement de la justice et la prospérité du peuple congolais en République Démocratique du Congo.Mais la finalité, c'est aussi que notre combat et notre mouvement soient utiles et bénéfiques à chacun d'entre nous, à chacune des personnes qui s'y implique. Il faut que ce mouvement soit une bonne expérience pour chacun de nous.

C'est tout aussi important, parce que l'objectif de la libération est un processus qui peut durer, on ne sait pas le temps que ça prendra. Alors, il faut, pour éviter les démobilisations et les découragements, que le parcours et le temps qui y mènent soient utilisés à bon escient. Cela veut dire que ce combat doit être une opportunité de changer, d'améliorer le quotidien de chacun et/ou de ses proches.

Nous avons là une occasion de matérialiser notre solidarité. C'est le moment pour nous de nous entre-aider, de développer des connections. Untel peut trouver un emploi à un autre, untel peut aider un autre au niveau financier, untel peut participer à l'activité d'un autre, untel peut trouver un stage au fils ou à la fille d'untel, etc, etc.La finalité c'est aussi de créer et de faire émerger des communautés économiques congolaises fortes qui auront leur mot à dire dans les décisions politiques, économiques et sociales qui se prendront là où ils sont. En d'autres termes, nous avons l'occasion là de développer des groupes de pression et de lobbying concrets et efficaces pour notre objectif commun.

Nous avons toutes les compétences, nous sommes nombreux, nous avons montré notre solidarité et notre détermination. Maintenant, il faut passer à la vitesse supérieure. Et agir en ayant toujours en tête la finalité !

SOMMAIRE : SAISIR LES ENJEUX 2 | REFONDER LE CONGO 6 | GAGNER LA GUERRE DES IDEES 10 | REALISER LE PANAFRICANISME 14

Sun City avait aussi prévu une commission Vérité et Réconciliation

« La seule leçon de l'histoire, c'est qu'on n'apprend rien de l'histoire, sauf pendant une courte durée appelée vie humaine. Une fois cette vie humaine passée, la génération suivante a des échos, et celle d'après, est totalement ignare. » – Patrick Reymond

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Des questions ethniques et identitaires peuvent être montées en épingle dans un pays pour éviter une remise en cause sérieuse des modes d'exploitation et de soumission auxquels recourent le capitalisme ensauvagé et ses fondés de pouvoir. Le Kongo-Kinshasa semble tomber dans ce traquenard. Certaines de ses filles et certains de ses fils estiment que l'étude de l'instrumentalisation des minorités par les globalistes apatrides dans une guerre raciste de basse intensité serait une question secondaire par rapport à la plébiscite faite à leurs compatriotes « de père et de mère » ayant travaillé et/ou travaillant encore main dans la main avec elles. En effet, l'instrumentalisation des minorités ethniques fonctionne bien là où des compradores sont aux affaires. Etudier ce lien ainsi que la stratégie d'infiltration dont se servent les globalistes apatrides pour néocoloniser le Kongo-Kinshasa, cela pourrait être plus intéressant que de poser la question de « de père et de mère » marginalement.

Le temps long et le fil de l'histoire

Le temps long joue contre la majorité des Kongolais(es). Elle est en train de perdre le fil de l'histoire. Des Kongolais(es) « de père et de mère » et leurs alliés ayant participé activement à la guerre raciste de prédation et de basse intensité orchestrée par des globalistes apatrides recourant au mercenariat ougandais et rwandais seraient en train de devenir révisionnistes. Pour avoir cru à une fausse cause sans une analyse approfondie de cette guerre par procuration au cours de laquelle ils ont joué un rôle d'acteurs apparents, ils n'ont pas compris et/ou refusent de comprendre que toutes les rencontres organisées en dehors du pays à partir des années 2000 n'avaient pour objectifs que de permettre aux proxys des globalistes apatrides de se réarmer et d'infiltrer toutes les institutions kongolaises afin de transformer le pays en un « Etat raté », d'exterminer les Kongolais(es) en commençant par leurs élites intellectuelles afin que « les minorités dociles » au mondialisme apatride les remplacent.

Extermination, dépopulation, accaparement des terres, déracinement, déculturation, ensauvagement, mercenariat, abrutissement, assujettissement, soumission, etc. sont des phénomènes liés à cette guerre.

Le débat soulevé par la proposition de loi Tshiani repose la question fondamentale de la relecture collective de notre histoire. Il est curieux qu'une « constitution » produite après plusieurs rencontres entre « mercenaires » dans un jeu bien planifié du « talk and fight » puisse servir de référence. Des compatriotes ont perdu de vue que ce « chiffon » de Sun City a été conçu en vue de la balkanisation et de l'implosion du pays. Le Professeur Kabisa a eu à la démonter avec des articles à l'appui. Il n'a jamais été contesté jusqu'à ce jour. Comment peut-on se servir d'une charte de la néocolonisation du pays dans un (faux) débat sur les mécanismes de sa gestion idoine ? Ou plutôt, le recours à cette « charte » signifie que les débatteurs ne veulent pas s'en débarrasser en vue de rompre avec les chaînes de leur néocolonisation mentale.

Commission Vérité et Réconciliation

A supposer que Sun City ait été un moment de rencontre historique, pourquoi, jusqu'à ce jour, certaines décisions qui y ont été prise n'ont-elles pas été exécutées ? Pourquoi le recensement et l'identification de la population n'ont-ils pas eu lieu juste après ? Pourquoi la Commission Vérité et Réconciliation n'a-t-elle pas été mise en place jusqu'à ce jour ? Pourquoi a-t-il été imposé à Thabo Mbeki d'imposer « Joseph Kabila » aux Kongolais(es) selon les confidences faites par l'ex-président sud-africain à Valentin Mubake et Kabamba Mbwebwe, présents à Sun City ? Qui a imposé à Thabo Mbeki d'imposer « Joseph Kabila » aux Kongolais(es) ?

Telles sont les quelques questions que les révisionnistes kongolais de « père et de mère » refusent de se poser. Hier, acteurs apparents, mercenaires et sous-fifres des globalistes apatrides, ces compatriotes voudraient se poser en acteurs majeurs en devenant révisionnistes d'une histoire archivée et riche en documentation.

Ce révisionnisme est un signe. Il atteste que collectivement, la Vérité connue par »les minorités averties » sur la guerre menée par procuration au Kongo-Kinshasa n'est pas encore la chose la mieux partagée. Elle est instrumentalisée par les « de père et de mère » ayant joué le rôle de mercenaires et refusant de remettre leurs fausses convictions en question. Ils sont, par exemple, convaincus que les belligérants-mercenaires ont pris les armes à cause du rejet de leur identité kongolaise. Non. Ces mercenaires n'ont pas pris les armes. Ils ont été armés dans une guerre ayant comme point de mire le Kongo-Kinshasa. Les minorités ethniques ont été tout simplement instrumentalisées par les globalistes apatrides. Une étude des autres guerres menées par procuration par ces derniers est riche en exemple.

> **“ Se tromper de priorité, croire qu'il faut lutter pour « la démocratie » pendant qu'il est question de la lutte pour la (re)conquête de la souveraineté, c'est brouiller les cartes et perdre le fil de notre histoire collective.**

Aussi ont-ils perdu de vue que la question de la balkanisation et de l'implosion du pays ne date pas d'hier. Les sécessions kasaïenne et katangaise ont eu lieu quelques jours après l'indépendance formelle du pays. Donc, c'est depuis longtemps

que le ver est dans le fruit et tout et n'importe quoi peut servir de détonateur pour produire ce chaos contrôlé par des minorités ethniques instrumentalisées interposées. Pour éviter de remettre en cause leurs fausses convictions, ces compatriotes ont rompu avec le livre. Leur positionnement politicard commande leur révisionnisme.

Sun City, un rendez-vous illusoire

Un pas aurait été franchi si, après Sun City, une véritable Commission Justice, Vérité et Réconciliation avait pu être mise en place après une réelle identification et un réel recensement des populations kongolaises. Cette Commission aurait permis une relecture tant soit peu « juste » et « vraie » de l'histoire de la guerre raciste de prédation et de basse intensité menée par procuration contre le pays de Lumumba. Un minimum de bases nécessaires à une « Ethique reconstructive » du pays auraient été lancées. Que nenni. Cette étape a été ignorée … Pourquoi?
Sun City se situait dans le contexte de tous ces accords signés contre la souveraineté du Kongo-Kinshasa. Avec un peu de recul, il y a lieu de soutenir que Sun City, Prétoria et les autres lieux où ces accords ont été signés ont précédé Minsk. Les mêmes acteurs majeurs y ont eu recours pour permettre aux proxys de se réarmer, de se remettre en ordre de batailler pour parachever le projet de la balkanisation et de l'implosion du Kongo-Kinshasa. Sun City fait partie des rendez-vous illusoires pris pour berner les Kongolais(es) en quête des titres politiques sans assises économiques sérieuses. Malheureusement, le rejet du livre, le refus d'une sérieuse prise de distance critique vis-à-vis de la mémoire collective kongolaise, la volonté d'ignorer l'importance de la production de l'intelligence collective dans la création de la cohésion sociale, tout cela rend ce rendez-vous illusoire important dans les coeurs et les esprits des élites kongolaises en faillite.
Le Kongo-Kinshasa a un problème sérieux. : lutter contre l'usurpation de l'identité nationale en particulier, contre l'instrumentalisation et/ou la manipulation des identités et des cultures, en général, dans un pays plongé dans une guerre perpétuelle. Cette lutte passe prioritairement par la (re)conquête de la souveraineté intégrale.
La souveraineté (re)conquise peut faciliter l'organisation des lieux du recensement et d'identification des populations ; mais aussi ceux où « l'Ethique reconstructive » peut aider à identifier les plaies non-cicatrisées liées à cette guerre perpétuelle et participer de leur guérison tout en créant des espaces de lutte contre la haine nihiliste de soi et de l'altérité. Des espaces de réconciliation avec soi-même, avec son passé exorcisé de la violence gratuite, et avec les autres sans renier son ancrage national.
Se tromper de priorité, croire qu'il faut lutter pour « la démocratie » pendant qu'il est question de la lutte pour la (re)conquête de la souveraineté, c'est brouiller les cartes et perdre le fil de notre histoire collective. Tel est le piège dans lequel les belligérants-mercenaires et leurs alliés au service du capital sont en train d'entraîner le pays actuellement.

> **“ Pourquoi, jusqu'à ce jour, certaines décisions qui y ont été prise n'ont-elles pas été exécutées ? Pourquoi le recensement et l'identification de la population n'ont-ils pas eu lieu juste après ? Pourquoi la Commission Vérité et Réconciliation n'a-t-elle pas été mise en place jusqu'à ce jour ? Pourquoi a-t-il été imposé à Thabo Mbeki d'imposer «Joseph Kabila» aux Kongolais(es) selon les confidences faites par l'ex-président sud-africain à Valentin Mubake et Kabamba Mbwebwe, présents à Sun City ?**

Quand le président angolais João Lourenço parle de Paul Kagame

Quand le président angolais João Lourenço parle de Paul Kagame, faut-il en pleurer ou en rire ?

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Le président angolais João, dont le pays est membre de la SADC, a accordé une interview à France 24, le 8 mai 2023. Avant de dire rapidement un mot sur le contenu de l'interview, je me fais un devoir de rappeler que João avait séjourné aux USA bien avant sa prise de fonction. À l'époque, il assumait la fonction du ministre de la Défense de la République d'Angola. Sauf si mémoire ne me trahit.

L'Angola et les Anglo-saxons

À sa sortie de Pentagone, João avoua qu'il avait signé des accords au nom de son pays, l'Angola, avec les Anglo-saxons. De la teneur desdits accords, l'homme ne s'était longuement pas étendu. Cependant, nous apprendrons de lui-même que ses interlocuteurs anglo-saxons et lui avaient parlé du Congo-Kinshasa. Dans quel sens ?

Ici, lui-même le sait. Même si l'on s'étonne à peine que les Anglo-saxons s'attribuent le pouvoir de discuter de tout et de rien avec n'importe lequel de leur interlocuteur. Résultat, João accepte de parler du Congo en l'absence du Congo. Alors que l'homme n'est officiellement ni à la tête du Congo ni il n'a reçu mandat pour ce faire. Le secret de délibération sur le Congo est jalousement gardé. Quand bien même que l'on sait comprendre aujourd'hui, et ce devant des faits, que l'Angola s'est engagé dans le type de contrat de mercenariat que celui signé par Paul Kagame au service de l'élite anglo-saxonne.

Voilà pourquoi, je suis le dernier à être surpris lorsque João renvoie dans son interview la politesse à un autre mercenaire comme lui. La mémoire de l'AFDL me revient à l'esprit. C'est une manière d'affirmer que rien n'a changé. La guerre contre l'AFDL doit impérativement être achevée.

> **En accusant les Congolais de tous les maux, le discours de João ressemble par malheur à celui d'un homme déçu. Comment l'Angola ne le serait pas lorsque le Congo laisse le Soudan du Sud prendre ses quartiers dans l'Est du Congo ?**

Lourenço, un homme déçu

En accusant les Congolais de tous les maux, le discours de João ressemble par malheur à celui d'un homme déçu. Comment l'Angola ne le serait pas lorsque le Congo laisse le Soudan du Sud prendre ses quartiers dans l'est du Congo ? Même le Soudan du Sud ! Alors que le Soudan du Sud est un État qui à peine existe. C'est un pays fraîchement issu de la fabrique anglo-saxonne. Son armée n'a jamais gagné une guerre. Elle n'a jamais remporté une victoire militaire acquise sur un terrain de lutte. Est-ce que le Congo n'avait-il pas de choix de décider sur des pays appelés aussi bien à apporter leurs secours qu'à protéger des populations congolaises endeuillées ?

Apparemment, le sud-Soudan serait membre de l'empire de l'EAC. C'est seulement à ce titre qu'il prend part à la messe noire organisée et célébrée dans l'est du Congo. On oublie encore l'histoire puisque déjà en 1960, chaque général à la tête des armées composant l'ONU obéissait aux autorités qui l'avaient mandaté. Le général Alexander déclarait ainsi être « l'interprète des volontés de Nkrumah ». Les Casques bleus ghanéens avaient reçu la mission de ne protéger que Lumumba. « Le 10 octobre, Patrice Lumumba se retrouve prisonnier de fait, assigné dans sa résidence privée, gardée par un cordon de Casques bleus ghanéens, lui-même ceinturé par les soldats congolais ».

Par ailleurs, le Congo devrait convaincre l'opinion nationale et internationale que compte tenu de la nature de l'holocauste qui frappe le pays, il ne ferait appel qu'aux armées capables de soulager les douleurs d'un peuple meurtri. Est-ce encore une occasion manquée? La présence et la diversité des armées dans l'Est du Congo signifie que la gestion du pays échappe au contrôle de ses filles et ses fils ? Pourrait-on librement parler du Congo sans que des individus désignés ou pas ne sentent froisser ? Sans que l'on vous accuse de mauvaise foi ? Dans tous les cas, le concept de mauvaise foi reste à définir. Puisque la question qui nous engage tous est celle de Likambo ya mabele.

Entreprendre « sa » guerre

Rarement, le type de guerre hybride telle qu'elle a été imposée dans l'est du Congo ne se termine jamais parce que les proxys appelés à l'entretenir auraient décidé de sa fin. En effet, ce serait mal comprendre le sens de la fameuse doctrine anglo-saxonne dite doctrine Rumsfeld/ l'amiral Arthur Cebrowski. La cible à déstabiliser n'a jamais été ce que Cebrowski appela le Grand Moyen-Orient en dessinant la carte du projet Grand Moyen-Orient. Dans la foulée, c'est « toutes les régions non intégrées à l'économie mondialisée ». Des pays autrement désignés par le qualificatif pauvre.

Le projet devrait s'assurer que les puissances exploitent sans entraves politiques les ressources naturelles de pays déstabilisés et à déstabiliser. La stratégie du chaos chère Naomi Klein reste d'actualité. Le chaos orchestré a l'avantage de renfermer les pays désignés dans le carcan de la division ethnique. Voilà que chaque fois que l'on croit mieux faire, on retombe de la division, du séparatisme établi. D'où, la question de l'essence de la guerre pour le Congolais s'impose.

Pourquoi le Congo devrait-il entreprendre «sa» guerre ? Est-ce pour réaliser le projet de commanditaires, justifier la guerre hybride ? Ou bien c'est une opportunité en vue d'éduquer les masses populaires en les rassemblant loin de partition politique. Tout ceci pour les conduire vers la libération nationale.

Ce moment d'asservissement volontaire des Congolais par infiltration

Les « politiciens » kongolais, à quelques exceptions près, donnent l'impression de ne jamais se soucier de revenir sur les accords qu'ils ont signés au cours de la guerre raciste de prédation et de basse intensité imposée au pays depuis bientôt trois décennies. Pour eux, dès la signature de ces accords, ils ont cru naïvement (ou influencés par la corruption) que c'est fait pour le bien du pays.

PAR JEAN-PIERRE MBELU

D'où vient cette naïveté ? Peut-être qu'elle est le fruit d'une confiance aveugle dans la « communauté dite internationale ». Une confiance refusant de questionner le mode opératoire, les tactiques et les stratégies auxquelles cette fameuse « communauté dite internationale » a recours, tout au long de l'histoire pour imposer l'hégémonie culturelle dominante, la colonisation et la néocolonisation du Kongo-Kinshasa. Cela peut aussi être dû à la corruption des coeurs et des esprits.

Sun City et le renseignement

Il est curieux que plusieurs « politiciens » aient fétichisé les accords signés à Sun City au point qu'ils refusent d'aborder certaines questions au nom des réponses qui ont été données en Afrique du Sud. Pourtant, certains témoignages donnés par certains « diplomates » et « officiers de renseignement » ayant pris une part active à ce rendez-vous ont conduit Charles Onana à se rendre compte, comme plusieurs compatriotes ayant étudié en profondeur Sun City, que « les accords de Sun City signés le 17 septembre 2002 en Afrique et soutenu par l'Union européenne et les Etats-Unis fondent la réforme du système de sécurité en RDC. C'est ce texte politique qui va ouvrir la porte à la destruction totale de ce qui restait de l'armée congolaise en y intégrant un plus grand nombre de malfaiteurs et criminels contre l'humanité issus des différents groupes armés prétendument congolais. Les parrains de cette rencontre l'ont d'ailleurs intitulé « dialogue intercongolais». »

Qui furent les parrains de cette rencontre ? Qui a dit que cette rencontre fut « un dialogue intercongolais » ? Ce ne furent pas les Kongolais eux-mêmes. Non. Alors, lorsque « les politiciens » kongolais parlent de Sun City aujourd'hui, ils ne font presque pas allusion aux « parrains ».

Ils font comme si ce furent eux « les acteurs pléniers » de cette rencontre. Telle est l'illusion dans laquelle ils enfoncent leurs tambourinaires, leurs applaudisseurs et leurs thuriféraires ayant renoncé à la relecture de l'histoire et au livre. Quel est le mécanisme utilisé par « les parrains » et leurs alliés pour détruire totalement ce restait de l'armée kongolaise ?

Le DDR

Il s'agit de la stratégie de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) sous la fallacieux prétexte de contribuer à sécuriser et à stabiliser le pays.

« Qui va être concerné par ce programme de DDR que soutiennent la Banque mondiale et l'Union européenne, bailleurs de fonds », s'interroge Charles Onana ? Il répond : « C'est là que toute la confusion s'installe, presque volontairement. On y trouve entre autres, les ex-Forces armées congolaises (FAC), la milice dénommée Mouvement pour la libération du Congo (MLC), dirigée par Jean-Pierre Bemba et soutenue par l'Ouganda, la milice appelée Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) dirigée par Azarias Ruberwa et soutenue, puis les miliciens banyamulenge intégrés dans cette armée. Ils font exactement au sein des FARDC ce qu'ils ont toujours fait en tant que miliciens ou mercenaires dans leurs « rébellions » respectives. Et cela porte lourdement atteinte à l'image de l'armée congolaise en général. »

Donc, le DDR a facilité l'infiltration des mercenaires et criminels de guerre et contre l'humanité ougandais, rwandais et burundais. En 2013, Kalev Mutond, dans une note adressée au représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, indique les noms d'une centaine d'officiers supérieurs rwandais dans les rangs des FARDC. Kalev Mutond, patron de l'Agence nationale de renseignement (ANR), – à ce moment-là- décrie le fait (pour rire?) que ces officiers rwandais condamnés et poursuivis pour leurs crimes au pays se retrouvent dans l'armée du pays.

> **“ Tout ce qui est né au faux dialogue interkongolais de Sun City porte les marques de l'infiltration de l'armée et de plusieurs institutions kongolaises. La fameuse constitution à laquelle se réfère continuellement « les politiciens » est un « texte légalisé » en fonction de cette infiltration nécessaire à la production du Kongo-Kinshasa comme « Etat raté ».**

Tout ce qui est né au faux dialogue interkongolais de Sun City porte les marques de l'infiltration de l'armée et de plusieurs institutions kongolaises. La fameuse constitution à laquelle se réfère continuellement « les politiciens » est un « texte légalisé » en fonction de cette infiltration nécessaire à la production du Kongo-Kinshasa comme « Etat raté ». Donc, Sun City est le lieu où des compatriotes, à quelques exceptions près, se sont laissés corrompre pour asservir collectivement le pays de Lumumba.

Refermer cette parenthèse passe par une lecture critique des accords néocolonialistes signés au cours de la guerre raciste de prédation et de basse intensité imposée au Kongo-Kinshasa, par une nouvelle écriture d'une constitution souverainiste et par la promotion permanente de l'intelligence collective.

“Nous avons toujours appartenu au camp occidental”, dixit Kengo wa Dondo

«Le vrai problème est que les dirigeants zaïrois se sont laissé distraire par des discussions et des négociations futiles, en faisant régulièrement valoir leur bonne foi face à des gens qui n’en ont cure.» – Charles Onana

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Les sources ayant permis à Charles Onana d’écrire un livre magnifique sur le Kongo-Kinshasa lèvent un coin de voile sur ce que plusieurs compatriotes croient être des informations à donner à « la communauté internationale » et aux « alliés traditionnels ». Leurs archives, leurs diplomates, leurs généraux, leurs services de renseignements en savent beaucoup plus que plusieurs d’entre nous. Lire et relire ce livre, en partager le contenu est important pour le devenir collectif kongolais. Cela peut aider à éviter la répétition de l’histoire.

La confidence de Léon Kengo wa Dondo et les questions qu’elle pose

Dans les archives de l’ONU, Charles Onana découvre une confidence de Léon Kengo wa Dondo. Elle donne à penser. Voici ce que confie Kengo wa Dondo : « Nous avons toujours appartenu au camp occidental et le paradoxe veut que ce soit toujours les pays occidentaux qui nous attaquent. On dirait qu’ils ne veulent pas que le Zaïre soit une vraie puissance ; l’allié le plus sûr du camp occidental est traîné dans la boue. On veut le réduire à l’impuissance, à l’anarchie, simplement parce qu’il réclame son droit à la différence. Nous voulons simplement être nous-mêmes…»

Cette confidence pose plusieurs questions à la fois. Quand est-ce que les Zaïrois-Kongolais ont-ils choisi d’appartenir au camp occidental? A qui ont-ils donné le mandat d’en faire les membres de ce camp ? En quelle année ? Les croyances des « gouvernants » zaïrois-kongolais ont-elles été débattues et partagées par le plus grand nombre ? Quand est-ce des décisions collectives au sujet de cette appartenance au camp occidental ont-elles été prises ?

« Nous avons toujours appartenu au camp occidental » paraît beaucoup plus une croyance non questionnée. Néanmoins, elle semble être devenue une conviction partagée par « les gouvernants » zaïrois-congolais. Et la guerre raciste de prédation et de basse intensité orchestrée contre le Kongo vient la remettre en question. En principe, cette remise en question devrait provoquer des débats publics en vue de pouvoir l’évaluer et tirer les conséquences de ce que Léon Kengo wa Dondo nomme « le paradoxe ». L’une de ces conséquences serait de revisiter les mots, les concepts et les expressions utilisés dans la relation à l’autre. Comment est-ce qu’un pays réduit au rang de vassal, de vache laitière, peut-il prétendre être « l’allié sûr » du camp lui infligeant ce traitement ? Est-ce loyal qu’un « allié sûr » soit humilié, «traîné dans la boue» ?

> **“ Quand est-ce que les Zaïrois-Kongolais ont-ils choisi d’appartenir au camp occidental ? A qui ont-ils donné le mandat d’en faire les membres de ce camp ? En quelle année ? Les croyances des « gouvernants » zaïrois-kongolais ont-elles été débattues et partagées par le plus grand nombre ? Quand est-ce des décisions collectives au sujet de cette appartenance au camp occidental ont-elles été prises ?**

Questionner les mots, les concepts et les expressions utilisés dans la relation à l’autre à partir du réel peut apporter des correctifs au discours que nous tenons sur nous et sur lui. Cela peut nous conduire à nous poser une question du genre : « Qui parle en nous et/ou qu’est-ce qui parle en nous dans la gestion de notre relation à l’autre ? Ou celle-ci : notre relation à l’autre est-elle gérée par des mots, des concepts et des expressions empruntés à la doxa officielle sans examen de notre part ? »

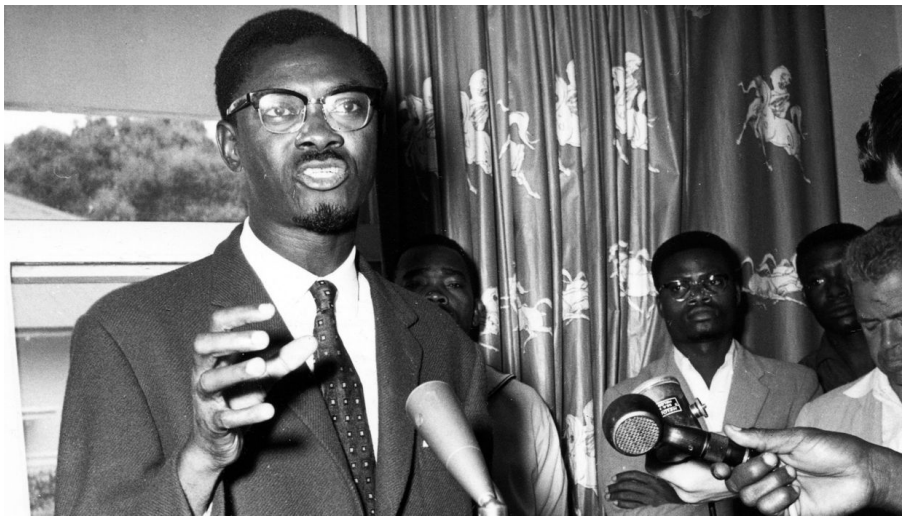
Plus de deux décennies de guerre

Après plus de deux décennies de guerre, le constat est amer : réduire le Zaïre/Kongo à

l'impuissance et à l'anarchie n'est plus une vue d'esprit. Le général français Quesnot le confie sans ambages : «Les Britanniques sont arrivés, dans les zones américaines. Ils vont refaire les voies de communication entre Kigali et l'Ouganda, ce n'est pas innocent (…). Il y a un accord entre Museveni, très soutenu par les Etats-Unis, et Kagame (…) pour en faire une grande zone d'influence tutsi. Dans ce pacte, il est prévu le démantèlement du Zaïre. Il n'y a plus de raison de s'arrêter. Le nord du lac Kivu, au Zaïre ne peut être traité sans cette zone. » Ce projet peut être retrouvé dans les archives de la Maison Blanche. « (…) L'amputation du Soudan est une étape de ce projet car les Soudanais du Sud étaient soutenus par l'Ouganda, Washington et Londres. Kagame était officier de renseignements en Ouganda lorsque les Sud-Soudanais. Les conditions dans lesquelles est survenue la partition du Soudan méritent réflexion.» Pourquoi ?
Elles posent la question des liens entre Salva Kiir et Paul Kagame. « Il faut souligner que le président du Soudan, Salva Kiir, est particulièrement proche de Kagame depuis la période où ce dernier était à la tête des services de renseignements ougandais.» Les signataires des « accords de paix » au Kongo-Kinshasa le savent-ils ? Savent-ils que « sa participation à la signature des accords de paix en RDC et l'acceptation de l'offre du déploiement d'un contingent de 750 militaires soudanais du Sud pour soi-disant combattre les rebelles du M-23 en RDC fut une erreur grave d'appréciation» et que cette erreur est interprétée par plusieurs Kongolais(es) comme était une complicité et/ou une trahison ?

La question existentielle pour le Kongo-Kinshasa

Réduire le Kongo-Kinshasa à l'impuissance, l'humilier, y installer de l'anarchie moyennant une guerre perpétuelle devant conduire à sa balkanisation, sont-ce là des actions témoignant que ce pays a été et est toujours un « allié sur » de l'Occident collectif ? La réponse devrait être négative. Et les conséquences de cette alliance contre-nature devraient être collectivement tirées. C'est d'un. De deux, en lisant la confidence de Kengo wa Dondo, il y a lieu de se rendre compte que la question essentielle face à laquelle le Kongo-Kinshasa est place depuis plus de 150 est existentielle. Elle est celle de son identité. Il veut être lui-même dans un monde où le respect de la différence constitue une richesse. Cette question vitale est souvent négligée au profit d'une approche bassement matérialiste du pays. Une approche selon laquelle les matières premières seraient sa malédiction.
Cette approche néocoloniale et néolibérale est secondaire. Elle permet de justifier la destruction des vies et de l'identité kongolaise plurielle dans un contexte voulu consumériste où le triomphe de la cupidité, l'instinct de domination et le mépris des gens conduisent à la perte de toute boussole éthique. Les Etats-civilisations déconstruisent de plus en plus cette vision consumériste de l'humain et du monde. L'Afrique et le Kongo-Kinshasa devraient leur emboîter le pas en magnifiant le travail des panafricanistes soucieux de la traditionnalité et de l'ancestralité ouvertes à l'altérité.
S'attacher à la question existentielle offre prioritairement des possibilités de lutte souveraine pour le bomoto et secondairement pour « les bintu » (les choses). Gagner la lutte du « bomoto » pourrait être la meilleure voie pour une gestion avertie des « bintu » dans un monde tendant vers la multipolarité et la gestion des « bintu » sur fond d'une matrice organisationnelle faite de respect mutuel, de liberté, de solidarité, de coopération et d'amitié ; et assumant par l'échange certaines coïncidences paradoxales.



Des politiciens kongolais parlent d'alternative et de système

« Connais ton ennemi et connais-toi toi-même; eussiez-vous cent guerres à soutenir, cent fois vous serez victorieux. Si tu ignores ton ennemi et que tu te connais toi-même, tes chances de perdre et de gagner seront égales. Si tu ignores à la fois ton ennemi et toi-même, tu ne compteras tes combats que par tes défaites. » – Sun Tzu

PAR JEAN-PIERRE MBELU

De plus en plus, l'un ou l'autre politicien kongolais parle d'alternative à trouver au »système actuel » ou de changement de « système ». Cela me semble être une sérieuse avancée. Pourquoi?

Depuis le début des années 2000, le mot le plus utilisé à l'approche des « élections-pièges-à-cons » était l'alternance. Celle-ci n'était rien d'autre que le changement de certains « acteurs politiques » au coeur d'un même système. Souvent, l'alternance a servi à reconduire certaines « autorités morales » en leur créant, par débauchage ou par infiltration, de nouveaux complices, des tambourinaires, des thuriféraires ou des applaudisseurs.

Le système d'hier

Curieusement, ces politiciens ne nomment pas et/ou refusent de nommer le système auquel ils veulent trouver une alternative. Est-ce parce que c'est le système qu'ils ont servi et qu'ils servent encore et qu'ils auraient du mal à pourfendre ? Est-ce parce qu'ils confondent le système et ses « sous-systèmes » larbins et compradores installés au Kongo-Kinshasa depuis l'indépendance formelle du pays jusqu'à ce jour ?

Hier, Lumumba a nommé le système qu'il combattait au péril de sa vie. Il n'a pas que nommé ce système. Il a indiqué « la voie » pour une réelle indépendance économique d'un pays souverain. Lumumba connaissait « le système ennemi » du Kongo-Kinshasa : le colonialisme ; et sa propension à s'accaparer des terres kongolaises.

Ce système produisait l'assujettissement, l'asservissement, la soumission, la servilité, l'abâtardissement et la dé-civilisation en marge de la résistance qui lui été opposée. Il constituait un frein à l'épanouissement des marqueurs de l'humain kongolais que sont la dignité, la liberté, la fierté d'être soi, la justice et l'indépendance d'esprit. La matrice organisationnelle de ce système était fondamentalement marquée par la corruption.

Sortir du système

Lumumba estimait que le recours à la culture est indispensable dans la lutte pour la production des valeurs -la common decency- pouvant aider ses compatriotes à rompre avec ce système. Il pensait que réunis au sein d'un même grand mouvement populaire riche de ses différences et de ses ressemblances, les Kongolais pouvaient devenir maîtres chez eux en évitant la politique du « diviser pour régner » dont se servait le système colonialiste pour créer et/ou soutenir « les modérés » dans les partis d'opposition, nuisibles au nous (biso) et devenir collectifs du pays.

Lumumba pensait qu'une indépendance politique sans une économie nationalisée ne valait absolument rien. Pour lui, une fois aux affaires, il fallait nationaliser les entreprises kongolaises ayant été les vaches laitières des entreprises multinationales pendant la période coloniale.

Donc, Lumumba nommait le système en place au Kongo-Kinshasa et esquissait une vision alternative. Sur ce point, il ne semble pas être suivi par plusieurs de ses compatriotes parlant aujourd'hui du système et de son alternative.

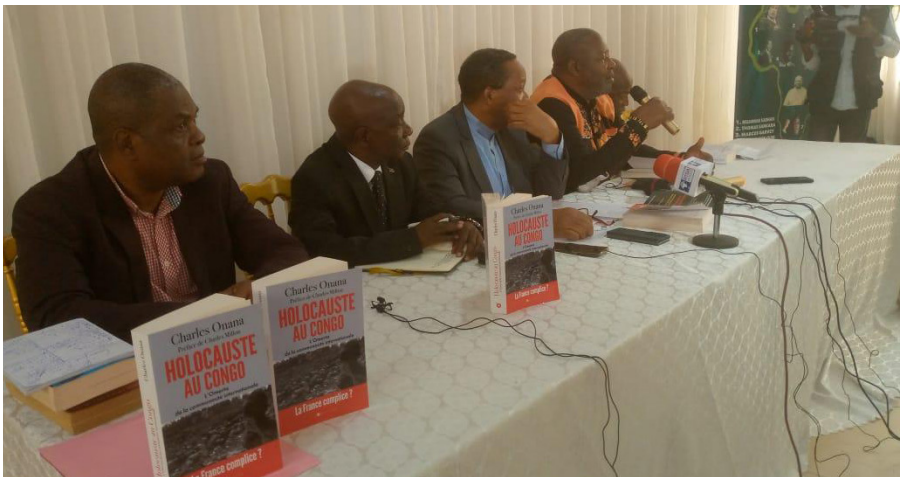
Le système actuel

Le système dans lequel se retrouve le Kongo-Kinshasa aujourd'hui est un système néocolonial et néolibéral contrôlé par « les mains extérieures » (dont a parlé le Pape François à son passage au pays) en complicité avec « les petites mains intérieures », à la fois africaines et kongolaises, sur fond d'une corruption endémique. Il utilise les huissiers du capital que sont, entre autres, le FMI et la Banque mondiale ainsi que plusieurs ONG dites de « droits de l'homme ».

> **Lumumba nommait le système en place au Kongo-Kinshasa et esquissait une vision alternative. Sur ce point, il ne semble pas être suivi par plusieurs de ses compatriotes parlant aujourd'hui du système et de son alternative.**

Lui trouver une alternative, c'est géostratégiquement, rompre avec des institutions ayant rendu sa pérennisation possible. Telle est l'un des enjeux majeurs de la lutte souveraine à mener au Kongo-Kinshasa. Cette lutte marche de pair avec la remise des têtes, des coeurs et des esprits à l'endroit, indispensable à la re-civilisation ; ces « terrains » minés et mangés par la culture hégémonique néolibérale et par ' »notre musique ».

Lumumba a indiqué « la voie ». Elle peut être revue, corrigée et augmentée. Les Kongolais(es) ont la chance d'avoir déjà « une voie » suffisamment bien tracée. Encore faudrait-ils qu'ils lisent et relisent Lumumba; qu'ils produisent l'intelligence collective à partir de ses écrits... Ces politiciens parlant de l'alternative et du changement de système, s'ils ont un peu de temps, peuvent lire : *La lettre de Lumumba à Pauline* ; *« Africains, Levons-Nous ! » Discours de Patrice Lumumba, prononcé à Ibadan (Nigeria)*, 22 mars 1959 ; S. BOUAMAMA, *Figures de la révolution africaine. De Kenyatta à Sankara,* Paris, Editions de la Découverte, 2014 ; J.-P. MBELU, *C'est ça Lumumba*, Paris, Congo Lobi Lelo, 2020.



Notre musique, c'est notre mort, dixit le petit-fils de sa grand-mère

Des compatriotes ont pris l'initiative d'organiser des conférences dans les milieux intellectuels et étudiants pour échanger autour du dernier livre de Charles Onana. Ils semblent avoir compris que sortir de l'inconscience dans laquelle plusieurs compatriotes sont plongés passe par un éveil des consciences en revisitant notre mémoire collective.

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Lorsque Justin Bitakwira participant à la présentation du livre de Charles Onana, *Holocauste. L'Omerta de la communauté internationale. La France complice ?* (2023), fait allusion à notre musique en la comparant à celle de l'Afrique du Sud. Il y arrive au bout d'une interpellation comparant ce qui se passe dans notre pays et ce qui a eu lieu ailleurs.

L'inconscience congolaise

Il parle de sa deuxième patrie, le Cameroun et de la façon dont ce pays a mobilisé son peuple au cours de la guerre contre le Nigeria. Il rappelle que le Cameroun a fait face au géant Nigeria pendant dix ans. Et le Cameroun a fini par gagner le procès grâce à la mobilisation populaire. C'est-à-dire que chaque fois qu'un seul militaire camerounais mourrait au front, le pays décrétait l'arrêt du travail. On va attendre le corps à l'aéroport et tout le monde attend le long de la route jusqu'à ce que que le corps arrive à la morgue. Cela a aidé les camerounais à se rendre compte qu'ils sont en guerre.

Chez nous, même si deux mille tombent au front, qui en parle ? « Ce sont des mouches qui sont mortes », dit le petit-fils de sa grand-mère. A son avis, il trouve que cette inconscience va nous coûter cher. Cette inconscience a été entretenue par « le gouvernement ». Certains membres du gouvernement et des PDG se faisaient nommer sur recommandations de Kigali. Kigali disait : «Mettez-nous celui-là à l'endroit où il y a l'argent parce que nous avons besoin d'argent et on mettait. »

Le petit-fils de sa grand-mère finit par montrer que cette inconscience est la chose la mieux partagée par plusieurs médias kongolais. Que ça soit la presse écrite ou celle en ligne. Il finit par les inviter à changer de comportement et de ligne éditoriale avant de souligner que notre musique c'est notre mort, parce que c'est une musique vide à quelques exceptions près.

Bien qu'aimant les grands noms de la musique kongolaise, il estime qu'elle est aujourd'hui inadaptée. Elle chante l'amour pendant que le pays est en guerre. A son avis, « les Kongolais n'ont pas besoin d'écouter l'amour, les Kongolais ont besoin d'entendre comment Kagame doit disparaître. » Pour lui, Luambo aurait relevé le défi s'il était encore en vie. « Or, dit-il, la musique, c'est une grande voix pour libérer le pays. » Prenant l'exemple de Myriam Makeba, il explique comment l'organisation de ses concerts servaient à financer »les Maï Maï de l'Afrique du Sud ». Il se pose la question de savoir comment procéder pour boycotter les musiciens kongolais sur place au pays afin de les forcer à changer de style.

Le petit-fils de sa grand-mère s'en est aussi pris à Fatshi béton pensant qu'il entretient une confusion entre les escadrons de la mort de Paul Kagame et les Banyamulenge. Recourant à ses théories de la division de travail, il lui l'a aidé à voir que les deux groupes poursuivaient les mêmes objectifs et organisaient des moments de mise en commun au cours desquels ils réalisaient que les comptes étaient bons.

S'organiser

Des propositions sont déjà présentes dans les propos de Justin Bitakwira. Organiser le deuil national chaque fois que les militaires kongolais tombent au front. Forcer les musiciens kongolais et les médias à intégrer le thème de la guerre dans leur musique et dans leurs lignes éditoriales. Dans le cas contraire, les boycotter. Forcer « les gouvernants » kongolais signant des accords bidons avec Kagame et ses escadrons de la mort à y renoncer et leur exiger de mettre sur la place publique ceux qui ont été déjà signés afin qu'ils en rendent compte. Les forcer à organiser le mémorial des millions des morts kongolais et d'indiquer un jour de l'année pour le célébrer sur toute l'étendue du territoire nationale.

Féliciter la diaspora kongolaise pour sa persévérance dans le boycott de la musique kongolaise avilissante et lui décerner une médaille de la résistance. Censurer les publicités de la musique kongolaise liées à la transformation des Kongolais en consommateurs de l'hégémonie culturelle consumériste néolibérale.

Tout ceci ne peut être possible que si les collectifs citoyens et les minorités éveillées se constituent en une masse critique à même de peser dans la balance des « gouvernants » téléguidés ou à partir de Kigali ou à partir des lobbys des globalistes apatrides.

Des critiques évitant la promotions d'un grand mouvement souverainiste de patriotes et de résistants kongolais pouvant infléchir les orientations du pays n'allant pas dans le sens de la reconquête de sa souveraineté, de la protection de son intégrité territoriale et d'autodéfense intérieure peuvent se révéler stériles. Tout devrait conduire au renversement des rapports de force qui sont défavorables au pays. A ce point nommé, conjugues des remises en question lucide, une bonne maîtrise de notre mémoire collective et sens d'organisation citoyenne me semble indispensable.

Vers la fin de son exposé, le petit-fils de sa grand-mère révèle que plusieurs pasteurs «kongolais» sont proches de Kagame et de ses escadrons de la mort. Dans ce contexte, une théologie et une philosophie de la libération mettant en exergue les forces historiques des appauvris kongolais peuvent être indispensables à une écoute transformatrice du destin kongolais.

Le fétichisme électoraliste et le “colonialisme économique” (Suite et fin)

Les luttes kongolaises devraient avoir comme objectif majeur la reconquête de la souveraineté intégrale du pays, fruit de « la reliance » des collectifs citoyens et des autres mouvements intercommunautaires, c’est-à-dire des lieux qui refont le lien entre les Kongolais(es), créent la cohésion sociale et nationale moyennant les efforts (et des stratégies) qu’ils conjuguent ensemble pour bâtir « un pays plus beau qu’avant ».

PAR JEAN-PIERRE MBELU

La démocratie du marché est venue au Kongo et en Afrique dans les années 1990. Celles-ci sont marquées par la chute du mur de Berlin, la fin de l’URSS et une proclamation de « la fin de l’histoire » par les globalistes apatrides et le triomphe du capitalisme ensauvagé. La guerre menée par procuration en est l’une des expressions.

Conférence Nationale et les années 1990

En effet, après que « les maîtres du monde » aient refusé que la Conférence Nationale Souveraine soit financée par les Kongolais eux-mêmes, ils ont intimé à leur sous-fifre, Mobutu, l’ordre d’y mettre fin. Le pays a commencé à connaître des moments de grande turbulence jusqu’à l’éclatement de la guerre raciste de prédation et de basse intensité menée par « l’impérialisme intelligent » contre le pays de Lumumba. Ici, « l’intelligence » consiste à mettre sur le devant de la scène les proxys engagés dans cette guerre par procuration de façon que les acteurs pléniers agissent dans l’ombre et aient une image de « sauveurs » et de « faiseurs de paix » dans les médias mainstream.

Si l’Ouganda, le Rwanda et le Burundi, etc. ont joué à fond le rôle de sous-fifres dans cette guerre contre l’intelligence kongolaise, une bonne partie de l’opposition kongolaise y a participé de près ou de loin en invitant les populations à se débarrasser de Mobutu et à le remplacer « même par un chien ». Pour dire les choses simplement, elle était, elle aussi, de mèche avec « l’impérialisme intelligent » et disposée à se mettre à son service après l’homme lige des anglo-saxons. En d’autres termes, « l’opposition kongolaise » ayant en son sein des « amis de Mobutu » n’était pas « souveraine ». Elle avait les mêmes maîtres que son »ami ».

Ce n’est pas anodin qu’un vieux maquisard, « un opposant » à Mobutu, Laurent-Désiré Kabila, ait été choisi pour être sur le devant de la scène au cours d’une guerre de basse intensité dont les tireurs de ficelle jouaient à partir des coulisses. En mai 1997, il se déclare président après la défaite de l’armée de Mobutu.

Dans ce contexte de guerre, Laurent-Désiré Kabila devient président sans passer par le processus électoraliste. Les Kongolais(es), fatigués de la dictature de Mobutu et étant très peu averti(e)s sur la géopolitique de l’après la chute du mur de Berlin, l’adoptent sans penser un seul instant que ses parrains sont les mêmes que ceux de Mobutu. Au moment de la prise du « pouvoir-os » par Kabila, à quelques exceptions près, l’histoire de cette guerre n’est pas la chose la mieux connue et partagée par les masses kongolaises.

Adopté sans processus électoraliste au préalable, Laurent-Désiré Kabila va se choisir certains de ses « gouverneurs » de provinces en recourant au « vote à main levée » dans certains stades de football du pays. Eux aussi sont adoptés par les populations kongolaises.

Donc, dans ces circonstances plus ou moins exceptionnelles, les « gouvernants » du pays sont choisis et/ ou adoptés de manière exceptionnelle. Donc, Laurent-Désiré Kabila se légitime sans passer par un processus électoral légal. Comment ? En décidant de mettre les Kongolais et les Africains au courant des en-dessous de la guerre et en décidant qu’elle retourne d’où elle était venue et que le pays vive en paix tout en jouissant de ses richesses. Une bonne partie de la population en fait »le soldat du peuple » et partage sa devise selon laquelle il ne faut jamais trahir le Kongo.

De 1997 à 2001, Laurent-Désiré Kabila a présidé aux destinées du Kongo-Kinshasa et a su mobiliser et le peuple kongolais et les pays alliés pour mettre fin à la guerre raciste de prédation et de basse intensité dont son pays était victime. Malheureusement, le retournement d’alliance contre certaines trans et multinationales ayant participé aux « efforts de la guerre » ainsi que contre les pays proxys finira par lui coûté la vie le 16 janvier 2001. Aussi, Laurent-Désiré Kabila avait-il osé renoncer à l’emprunt de l’argent auprès des institutions financières dites

internationales ! Un crime impardonnable pour le capital financier. Et il tenait à engager ses compatriotes à la lutte pour la souveraineté du pays. Il leur disait : « Vous devez être maîtres, chez vous, là. »

Après Laurent-Désiré Kabila

Après l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila, soupçonné d'être resté fidèle à Lumumba, alias « Joseph Kabila » le remplace. A son sujet, un politicien kongolais présent au dialogue (dit) intercongolais de Sun City en Afrique du Sud, Valentin Mubake, soutient qu'au cours d'une pause café, l'un des facilitateurs, le Président Sud-Africain, Thabo Mbeki, lui a confié qu'il lui avait été imposé d'imposer « Joseph Kabila » aux Kongolais. C'est d'un.

De deux, un député européen, Jean-Luc Schaffhauser explique aux autres députés qu'après la mort de Laurent-Désiré Kabila, « on est allé chercher ce jeune homme en se disant qu'on le manipulerait parce qu'il n'est pas kongolais, il était de nationalité rwandaise et qu'on allait en faire un président. » De trois, dans « Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique », le Président congolais Denis Sassou Nguesso confie à Pierre Péan que « Joseph Kabila » est un « Cheval de Troie » du Rwanda. Encore une fois, au Kongo-Kinshasa, « Joseph Kabila » devient Président sans passer par le processus électoral. Il va s'en servir, à deux reprises, pour « se légaliser ». Et presque tous les compatriotes le savent.

En 2006, Jean-Pierre Bemba gagne les élections et « il accepte l'inacceptable », comme il l'avouera lui-même. En 2011, Etienne Tshisekedi gagne les élections et c'est »Joseph Kabila » qui est légalement proclamé »Président ». Au sujet des élections de 2018, le président de la Commission Electorale (dite) Indépendante, Corneille Nangaa, vient de révéler ceci à « Jeune Afrique » : « Grâce à Dieu, j'étais aux premières loges lors de cette alternance. Un accord politique a été conclu et je demeure convaincu qu'il ne faut pas le jeter dans la poubelle de l'histoire, parce qu'il a sauvé la République d'un possible bain de sang. »

Des bains de sang, le pays en a connus autour de tous les rendez-vous électoralistes. Ces rendez-vous ont été des moments de terreur indescriptible. Accompagnés du rejet du « pouvoir-os » du « Cheval de Troie » du Rwanda, ils ont fait un nombre important de morts au pays de Lumumba.

“ Des bains de sang, le pays en a connus autour de tous les rendez-vous électoralistes. Ces rendez-vous ont été des moments de terreur indescriptible. Accompagnés du rejet du « pouvoir-os » du « Cheval de Troie » du Rwanda, ils ont fait un nombre important de morts au pays de Lumumba. Oui, des bains de sang disant que depuis plus ou moins trois décennies, le réel kongolais est dominé par la guerre, le somnambulisme et la résistance au marionnettisme et au larbinisme.

Oui, des bains de sang disant que depuis plus ou moins trois décennies, le réel kongolais est dominé par la guerre, le somnambulisme et la résistance au marionnettisme et au larbinisme.

Elle est le produit de la violence systémique propre au capitalisme ensauvagé que servent les institutions financières (dites) internationales. Cette violence systémique est un frein à la reconquête de la souveraineté et à l'indépendance réelle du pays.

En quoi consisterait la connerie dans ce processus électoraliste ? Elle consiste, comme le dirait Einstein, à « faire toujours la même chose et à s'attendre à des résultats différents. » Cette « folie » entretenue pendant plus ou moins trois décennies devient « une connerie », « une bêtise », un refus permanent de remise en question, un rejet de tout esprit critique au sujet du fétichisme électoraliste, une volonté d'ignorer les possibilités de trouver des propositions différentes pouvant provenir des lieux de la production de l'intelligence collective.

Donc, sans une souveraineté réelle, sans une rupture avec la violence systémique produite par le capitalisme ensauvagé, les élections, au Kongo-Kinshasa, seront toujours des « pièges-à-cons ».

Des leaders des mouvements intercommunautaires, ceux des collectifs citoyens conscients de leurs intérêts, les intellectuels organiques et les véritables politiciens pensant à la prochaine génération et non aux prochaines élections auraient intérêt à proposer des tables palabriques à travers tout le pays pour plancher ensemble sur les principes pouvant animer des luttes communes pour la souveraineté du pays, dresser le portrait des « gouvernants-serviteurs » de demain, indiquer des modes de leur choix s'inspirant de nos traditions et de nos cultures en rompant avec « le vol de l'histoire »; et arrêter des stratégies pouvant permettre au pays de trouver des alternatives aux institutions financières, huissiers du capitalisme ensauvagé. Cet enjeu est majeur. Il est existentiel. Les BRICS y travaillent.

L'urgence de changer de paradigme

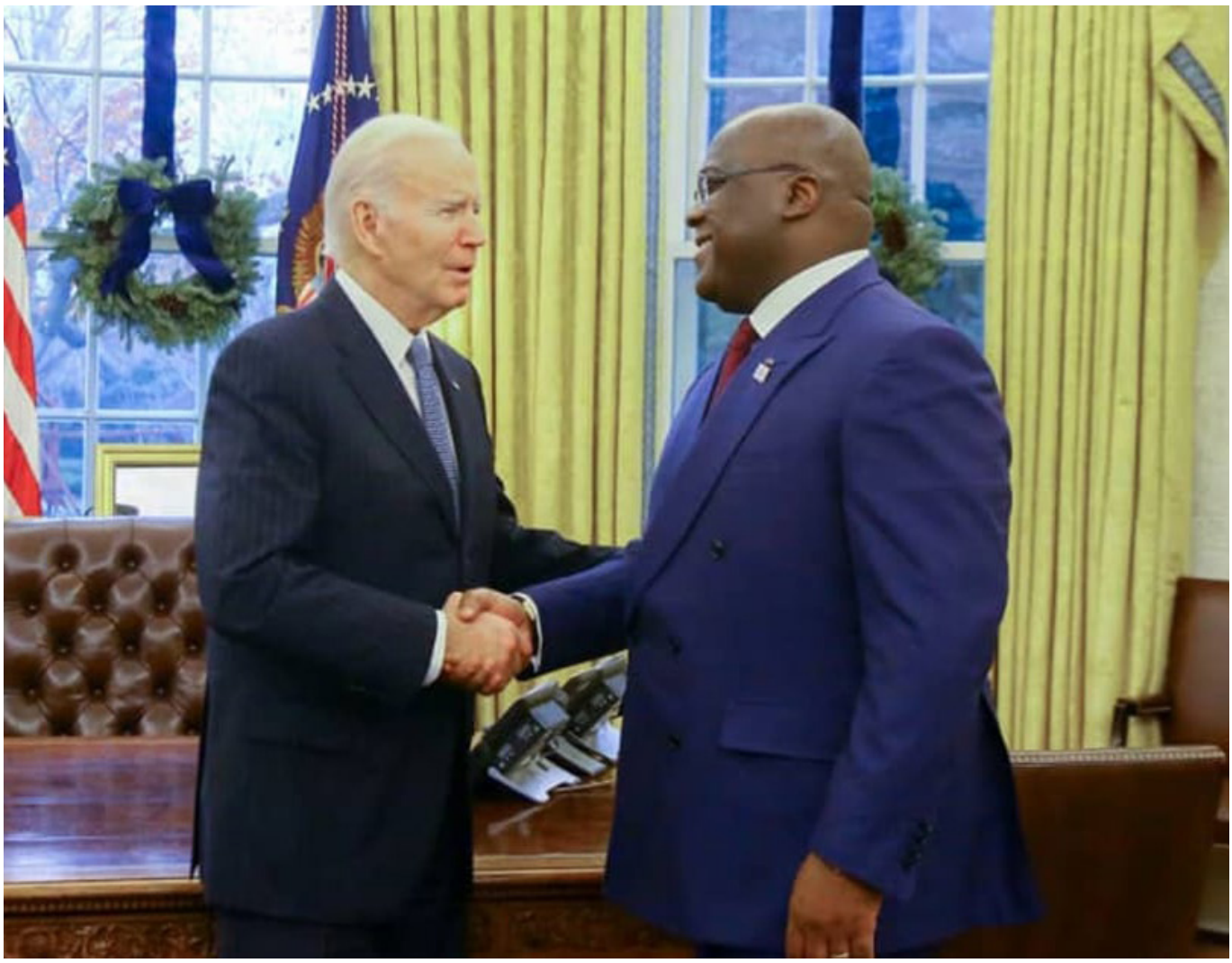
Localiser « la démocratie des autres » vendue à notre pays et à l'Afrique dans un processus électoraliste non questionné après plus ou plus trois décennies, c'est sombrer dans un fétichisme pouvant être attribué à l'ignorance, à la paresse intellectuelle et/ou au refus collectif de produire régulièrement une pensée collective. Cela peut aussi être un signe de manque de créativité, d'inventivité et d'imagination. Les processus politiques sont le fruit de la pensée et ils peuvent être repensés. Ils sont historiquement questionnables en fonction de ce qu'ils produisent comme résultats dans le réel kongolais et africain.

Si un processus porte atteinte à la cohésion sociale et nationale, s'il produit des bains de sang et la mort, il mérite d'être repensé à partir de la matrice organisationnelle qui l'enfante.

Or, le processus électoraliste vendu par « la démocratie des autres » est intimement lié au colonialisme et au néocolonialisme économique porteurs des anti-valeurs comme la cupidité, le mépris des gens et l'instinct de domination. Comment, sur fond de ces anti-valeurs, promouvoir des « démophiles », des « populistes » au lieu des « populicides » ? C'est quasi impossible. D'où l'urgence de changer de paradigme pour sortir de la violence systémique et rendre le pouvoir au souverain primaire en le débarrassant des larbins et des marionnettes du capital financier. Une tâche ardue!

Elle est à assumer sur le temps long tout en se débarrassant de l'illusion d'un « grand soir ». Les leaders intercommunautaires et les collectifs citoyens ont du pain sur la planche. Donc, la question essentielle et/ou existentielle du Kongo-Kinshasa est d'abord et avant tout celle de la reconquête de sa souveraineté. Elle n'est pas électoraliste. La souveraineté conquise en 1960 n'a duré que quelques mois. Pourquoi ? Parce que « les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale » avaient exclu les « perdants » et « leurs alliés » ou « assimilés » du droit international reconnaissant à tous les Etats « une égale souveraineté ».

Jusqu'à ce jour, les guerres qu'ils orchestrent disent ce déni. Les peuples exclus et qui l'ont compris ont fait de la lutte pour leur souveraineté une question de vie et/ ou de mort.



Le Kongo-Kinshasa, les mots et les concepts dans un monde en pleine multipolarisation

Enlisant certaines informations publiées sur le Kongo-Kinshasa depuis le début de la guerre raciste de prédation et de basse intensité dont il souffre, il y a lieu de souligner une confusion permanente entretenue entre « l'Occident collectif » des globalistes apatrides et « la communauté internationale ».

PAR JEAN-PIERRE MBELU

> **“ Croire que les mots et les concepts dont on ne questionne pas l'usage à travers l'histoire peuvent magiquement produire des effets positifs dans la vie des pays assujettis, telle me semble la difficile équation face à laquelle plusieurs pays africains refusant d'analyser les exemples de l'Algérie, du Mali et du Burkina Faso sont placés. Le Kongo-Kinshasa en fait partie.**

Ces globalistes apatrides ont refusé de reconnaître l'indépendance et la souveraineté de plusieurs pays africains dans les années 1960. Une formule utilisée au Kongo-Kinshasa résume ce refus : « Après l'indépendance égale avant l'indépendance ». Raf Custers, dans un article très récent, a compris cela au point de soutenir qu'« Au Congo, seule la colonisation est durable ». Ceci vaut pour plusieurs pays africains où les larbins et les marionnettes jouent le rôle de « gouvernants ».

FMI, BM et les questions essentielles

Pour les maintenir dans cet état colonial et/ou néocolonial, tout est fait pour que les institutions dites internationales leur imposent des conditionnalités favorisant leur exploitation, leur soumission et leur assujettissement. C'est-à-dire que les globalistes apatrides, les oligarchies financières et leurs alliés instrumentalisent ces institutions afin qu'elles servent leurs intérêts et non ceux des pays qu'ils considèrent comme étant des « satellites ». Un exemple ; le Fonds monétaire dit « Internationale » et la Banque dite « Mondiale ». Ils sont utilisés sans frein et sans contrepoids « pour imposer la privatisation des infrastructures mondiales, contrôler les technologies, le pétrole, le gaz, la nourriture, les minéraux, les ressources de base, etc. » (M. HUDSON)

Les pays entretenant la confusion entre « l'Occident collectif » et la « communauté internationale » se soucient plus de « la démocratie », d'être reconnus comme des « démocraties », même si cela signifie profondément leur soumission à l'oligarchie financière globaliste. Ils sont, comme le Kongo-Kinshasa, plus préoccupés par le fétichisme électoraliste et évitent le débat

sur les questions essentielles. Ils vivent de la fétichisation des mots et des concepts et éprouvent un plaisir indescriptible à parler de « la communauté internationale », de « vieilles démocraties », de « démocrates », de « l'ONU »,etc.

Les politicards de ces pays, fanatiques du « FMI » et de la « BM » finissent par perdre de vue que dans ce marché de dupes, « il s'agit essentiellement de savoir si les économies seront soumises au pouvoir financier qui s'enrichit en privatisant les infrastructures de base et les services sociaux, ou si les gouvernements auront suffisamment d'indépendance pour promouvoir une politique d'élévation du niveau de vie en maintenant dans les mains du public les activités bancaires, la création monétaire, la santé, l'éducation, les communications et les transports. » (M. HUDSON) Toutes ces questions essentielles passent souvent après « le culte de la personnalité » et la fétichisation de « la communauté internationale ».

Croire que les mots et les concepts dont on ne questionne pas l'usage à travers l'histoire peuvent magiquement produire des effets positifs dans la vie des pays assujettis, telle me semble la difficile équation face à laquelle plusieurs pays africains refusant d'analyser les exemples de l'Algérie, du Mali et du Burkina Faso sont placés. Le Kongo-Kinshasa en fait partie.

Il y a quelques jours, le pays de Lumumba a cru que la parole d'un Young Global Leader pouvait magiquement mettre fin à la guerre raciste de basse intensité et de prédation qu'il subit depuis bientôt trois décennies. Il n'en a pas été question jusqu'à ce jour. Et un groupe de membres du Conseil de sécurité passant par-là a dit clairement que la Monusco n'allait pas du tout s'en prendre aux mercenaires impliqués dans cette guerre.

A la suite du FMI et de la BM, l'ONU

Cela, après ce que « les gouvernants de ce pays » ont dénommé « les efforts diplomatiques ». Ces « efforts » semblent être déployés sans qu'ils ne soient accompagnés suffisamment par « les efforts cognitifs » sur le réel fonctionnement de l'ONU. Voici ce qu'en disait Frantz Fanon dans les années 1960 : « Il n'est pas vrai de dire que l'ONU échoue parce que les causes sont difficiles. En réalité, l'ONU est la carte juridique qu'utilisent les intérêts impérialistes quand la carte de la force échoue. Les partages, les commissions mixtes contrôlées, les mises sous tutelle sont les moyens légaux internationaux de torturer, de briser la volonté d'indépendance des peuples, de cultiver l'anarchie, le banditisme et la misère. »

« Briser la volonté d'indépendance » afin qu' »avant l'indépendance égale après l'indépendance », mettre le pays sous la tutelle des trans et des multinationales, tel est l'un des objectifs de cette institution dite internationale. Savoir cela aide à comprendre qu'elle soit au Kongo-Kinshasa depuis 1999 et que la mort, l'anarchie, le banditisme et la misère s'y perpétuent. Donc, on pourrait dire que là où « les efforts diplomatiques » ne sont pas accompagnés des « efforts cognitifs », l'histoire se répète.

Voici ce que Susan George dit de cette même ONU en 2014 en traitant du lien qu'elle a établi avec les entreprises transnationales (ETN) : « Les ETN interviennent jusque sur la scène internationale. Non contente d'avoir détourné à leurs profits les fonctions exécutives, législatives et même judiciaires de l'Etat, les transnationales mettent à présent le grappin sur les Nations unies. Cette infiltration ne s'est pas faite clandestinement, mais à l'invitation du Secrétaire général en personne, par l'entremise du Pacte mondial des Nations unies qui sert les ambitions de la classe de Davos : devenir maître du monde.»

Susan George ajoute : « Le Forum économique mondial est bien décidé à reprendre en mains tout ce qui, à ses yeux, fait l'objet d'une gestion défaillante de la part des gouvernements ou des organismes intergouvernementaux, depuis la finance jusqu'au droit maritime. L'organisme autodésigné pour procéder à ce remplacement des gouvernements par des entreprises est plus connus sous le toponyme de Davos et son programme s'intitule, en toute modestie, Initiative de restructuration mondiale.»

Avec l'aide de l'ONU et de Davos, les ETN ont pour objectif de noyauter les gouvernements et de les supplanter. Elles ont mis « la démocratie en panne » (dans les pays dits de « vieilles démocraties ») en faisant de plusieurs gouvernements leurs appendices et elles développent leur propre approche de la santé et de l'écologie.

“ Croire aux « efforts diplomatiques » menés dans un « Occident collectif » où les gouvernements deviennent de plus en plus des appendices des ETN ; conjuguer ces « efforts » dans un pays où le réel est dominé par la guerre faite à leur profit (et la résistance des patriotes dissidents et souverainistes), cela risque d'être une pierre de Sisyphe s'ils ne sont pas accompagnés des « efforts cognitifs » conséquents alimentant les luttes pour la souveraineté réelle.

Croire aux « efforts diplomatiques » menés dans un « Occident collectif » où les gouvernements deviennent de plus en plus des appendices des ETN ; conjuguer ces « efforts » dans un pays où le réel est dominé par la guerre faite à leur profit (et la résistance des patriotes dissidents et souverainistes), cela risque d'être une pierre de Sisyphe s'ils ne sont pas accompagnés des « efforts cognitifs » conséquents alimentant les luttes pour la souveraineté réelle.

Une petite conclusion

Conjuguer des « efforts diplomatiques » et des « efforts cognitifs » orientés vers la neutralité et le libre choix des partenaires géopolitiques et géostratégiques ayant levé l'option de créer des institutions alternatives à celles soumises aux oligarchies d'argent, aux ETN et à leurs alliés seraient la meilleure hypothèse à approfondir.

Cela pourrait éviter un usage approximatif et/ou abusif des mots et des concepts pouvant conduire à l'impasse au point de croire que le Kongo-Kinshasa est seul dans un monde en pleine multipolarisation.

L'Iran et l'Arabie Saoudite semblent avoir compris cela. Ils ont accepté de se réconcilier en bénéficiant des services d'un « Etat -civilisation ».

Pour rappel, transformer lucidement « des résistants » à la balkanisation et à l'implosion du pays en « réservistes », accorder une attention particulière aux « gardiens des terres ancestrales kongolaises », cela constitue un coup dur assené à la Monusco ; et cela risque de coûter très cher au pays. D'où l'urgence de l'indispensable diversification du partenariat stratégique.

Missionnalisation et croyances spirituelles africaines

« Retirez vos mains de la République Démocratique du Congo, retirez vos mains de l'Afrique ! Cessez d'étouffer l'Afrique : elle n'est pas une mine à exploiter ni une terre à dévaliser. Que l'Afrique soit protagoniste de son destin ! » – Pape François.

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Dans les lignes qui suivent, je vais pouvoir examiner le paradigme sur fond duquel ce trio a opéré et ce qu'il a produit comme faits et effets. Il s'agit de replacer la missionnalisation dans le contexte colonial en indiquant ses dérives et l'ambiguïté de sa réception. L'univers mental non-critique de ses héritiers africains sera remis en question avant d'indiquer une voie possible de la renaissance culturalo-culturelle de l'Afrique.

Colonisation, « table rase », terres et pouvoir

J'entends par dimension culturalo-spirituelle la manière spécifique et particulière dont l'humain africain vivait intensément sa relation à lui-même, aux autres et l'Autre (Dieu). Héritière de la logique de la traite négrière, la colonisation, dans un effort systémique d'anéantissement de l'humain africain, a organisé »une table rase » du monde culturel et spirituel africain ayant précédé la malencontre du missionnaire, du militaire et du marchand blanc. Elle a voulu désaxer, désorienter, déraciner, déboussoler l'humain africain.

Bien que ce désir d'aliénation de l'humain africain ait rencontré une grande résistance et suscité de l'indocilité dans le chef de plusieurs Africains, il n'a pas manqué de faire des victimes chez les virtuoses n'ayant pas réussi à tomber dans ses filets et à partager l'argument des coloniaux et des missionnaires.

Je suis du même avis que Fabien Eboussi Boulaga lorsqu'il note qu' « il est nécessaire d'essayer de comprendre l'argumentation religieuse qui a conduit certains Africains à répéter les jugements coloniaux et des missionnaires sur leur propre compte. Tout ce qui existe avant le christianisme ou sans lui, sans lui être directement ordonné comme

“ Héritière de la logique de la traite négrière, la colonisation, dans un effort systémique d'anéantissement de l'humain africain, a organisé »une table rase » du monde culturel et spirituel africain ayant précédé la malencontre du missionnaire, du militaire et du marchand blanc. Elle a voulu désaxer, désorienter, déraciner, déboussoler l'humain africain. […] La malencontre de l'humain africain au travers de l'action collective menée main dans la main par le missionnaire, le militaire et le marchand devrait être perpétuellement questionnée à partir de son principe fondateur et de la relation qu'elle a entretenue avec le paradigme de néantisation. Et aussi de son lien aux terres et au pouvoir.

l'histoire juive, est païen, c'est-à-dire oeuvre de l'homme pécheur corrompu et du diable. Il est l'erreur qui doit s'effacer devant la vérité (...). Entre le mal et le bien, le néant et l'être, il n'y a pas une transition lente et progressive. Il y a un saut. L'Africain allait du « néant à Dieu ». Car le Dieu ou les dieux qu'il connaissait auparavant n'étaient que des faux dieux (...). Telle est la doctrine qui autorisait à haïr son passé de péché, son présent de péché et d'égarement, de révérer les modes de vie rachetés et baptisés par le christianisme, de révérer la civilisation occidentale et

chrétienne. »

Cette néantisation du passé et du présent africain au cours de la malencontre avec l'autre (le missionnaire, le militaire et le marchand) a conduit plusieurs intellectuels africains à remettre en question l'équivalence entre la colonisation et la civilisation. Aimé Césaire, par exemple, la décrie et estime que la colonisation vue du point de vue de son principe est une oeuvre d'abrutissement dans la mesure où il sollicite les instincts destructeurs (La violence, la haine, la peur, etc.)

« On me parle, écrit-il, de progrès, de « réalisations », de maladies guéries, de niveaux de vie élevés au-dessus d'eux-mêmes. Moi, je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, de cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées, de religions assassinées, de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaires possibilités supprimées. » Et il ajoute : « On me lance à la tête des faits, des statiques, des kilomètres de routes, de canaux, de chemin de fer. Moi, je parle de milliers d'hommes sacrifiés au Congo-Océan. (…) Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme. »

Dominée par le paradigme de néantisation de l'humain africain, la christianisation missionnaire fut identifiée par certains intellectuels africains à une astuce imaginée par le blanc pour cacher ses intentions réelles. Fabien Eboussi Boulaga s'en est rendu compte en étudiant la littérature africaine de la période coloniale. « La religion est une diversion. Elle détourne l'attention de ce dont les Blancs veulent s'emparer : les terres et le pouvoir. » Et citant Jomo Kenyatta, il écrit ce qui suit ; « Le missionnaire est venu et a dit : Prions. Nous avons alors fermé les yeux. La prière terminée, nous avons répondu : Amen. Nous avions la bible dans les mains, mais nous étions dépouillés de nos terres.» Evoquant le roman de S. Sambange intitulé On trial for my contry, il dit comment Cecil Rhodes a extorqué une concession au roi Lobengula en recourant à un document frauduleux lui concédant l'exploitation exclusive du sous-sol de Matabele.

Le christianisme : une aventure ambiguë

Il est un fait que le christianisme fut, pour plusieurs Africains, un phénomène subi. Cela n'exclut pas le fait qu'il y ait eu, en Afrique, des virtuoses ayant réussi à habiter cette religion afin d'en faire un usage positif ou négatif. Ayant compris qu'il peut être un discours performatif, ils ont cherché à en pénétrer le sens à partir de ce qu'il peut produire comme effets pour la transformation positive ou négative du vécu quotidien des Africains placés dans des conditions sociales, politiques, culturelles et économiques propres. Pour ces virtuoses, le christianisme missionnaire « n'est donc pas une simple idée ou une entité qui s'oppose à une autre entité inerte, qu'on nommerait l'Afrique ou l' « Africanité ». La rencontre du christianisme et l'Afrique n'a pas une forme et une signification uniques. Elle est une aventure ambiguë dont le sens est toujours en suspens, parce qu'elle ne nous laisse pas indemnes, parce qu'elle nous transforme. » Positivement ou négativement. Tout comme elle peut susciter de l'indifférence et/ou du rejet.

Malheureusement, les héritiers de sa version néantisante de l'humain africain n'ont pas intégré dans leur pratique quotidienne les remises en question assumées par l'intelligentsia africaine critique. Ces héritiers se comptent par millions dans tous les milieux chrétiens et plus particulièrement dans les milieux « évangéliques ».

Assimilant les croyances culturalo-spirituelles africaines au paganisme, au péché et à la sorcellerie, ils sont les proies faciles des »théologiens de l'évangile de la prospérité » . Ils croient facilement qu'avoir accès au visa, au mariage, à l'argent, etc. n'est qu'une question d'une foi en »Dieu » et de prière. Ils évacuent de leur univers mental les conditions de possibilité matérielles et culturelles produisant leurs convictions religieuses.

Ils donnent raison à « une partie importante de l'intelligentsia (qui) n'hésite par ailleurs pas à considérer les Eglises chrétiennes d'Afrique comme un « relais de l'impérialisme mondial » et agent de l'aliénation qu'elle déplore chez les Africains. » Ils ont du mal à comprendre que »leurs croyances naïves » s'inscrivent dans le contexte de cet »impérialisme mondial » et à la propagation de sa culture hégémonique dominante mettant en exergue le pouvoir de l'avoir au détriment de celui de l'être et du mépris de la vie réelle.

Ces églises sont, pour la plupart, le pendant africain des églises évangéliques et méthodistes américaines dont elles partagent les enjeux. Et ceux-ci « sont plus importants, car ils impliquent l'élimination définitive de la compréhension du monde et du progrès humain qu'ont apportés les Lumières, et leur remplacement par la doctrine fondamentaliste biblique, qui apporte un sentiment de certitude et de sécurité. » Il s'agit ici de l'enchaînement de la pensée et de la lutte menée contre l'esprit critique et responsabilisant « au nom de dieu ». D'un « dieu » caché sous les intérêts du 1 pourcent des oligarques d'argent ravisseurs des terres et usurpateurs du pouvoir aux dépens des peuples appauvris et enfermes dans des spiritualités imbécilisantes.

> **“ La rencontre du christianisme et l'Afrique n'a pas une forme et une signification uniques. Elle est une aventure ambiguë dont le sens est toujours en suspens, parce qu'elle ne nous laisse pas indemnes, parce qu'elle nous transforme. Positivement ou négativement. Tout comme elle peut susciter de l'indifférence et/ou du rejet. Malheureusement, les héritiers de sa version néantisante de l'humain africain n'ont pas intégré dans leur pratique quotidienne les remises en question assumées par l'intelligentsia africaine critique.**

Conclusion : L'Afrique doit renaître

La malencontre de l'humain africain au travers de l'action collective menée main dans la main par le missionnaire, le militaire et le marchand devrait être perpétuellement questionnée à partir de son principe fondateur et de la relation qu'elle a entretenue avec le paradigme de néantisation. Et aussi de son lien aux terres et au pouvoir. Ce questionnement et le débat qu'il soulève sont essentiels à la renaissance de l'humain africain, à la sauvegarde de ses terres et de son émancipation politique.

Il a réellement besoin de se re-enraciner en re-créant un »code authentique africain » fondé sur les valeurs de la maat que sont la justice, la vérité et la solidarité. L'humain africain doit réapprendre à se relier à lui-même, aux autres (vivants ici-bas ou dans l'au-delà), à la terre de ses ancêtres, et à l'Autre en toute liberté, débarrassé de la peur, du tremblement, de l'agenouillement, du complexe d'infériorité et du larbinisme.

L'école et les collectifs citoyens peuvent devenir les lieux de cette re-civilisation et de cette renaissance enracinées dans les valeurs culturalo-spirituelles africaines.

L'humain africain vivant individuellement et collectivement dans un monde interdépendant devra être attentif au rendez-vous du donner et du recevoir ; aux possibilités et aux ouvertures que permettent l'interculturalité.

Le Kongo-Kinshasa n'a pas perdu sa souveraineté à partir des années 1990

La course derrière les questions dites d'actualité peut prêter flanc aux raccourcis lorsqu'il faut relire et/ou réécrire l'histoire du Kongo-Kinshasa. Surtout, celle liée à la guerre raciste de prédation et de basse intensité que ce pays connaît depuis les années 1990. La course derrière les questions dites d'actualité peut passer à côté de l'approfondissement de certaines questions essentielles et existentielles pour le Kongo-Kinshasa..

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Telle est, par exemple, la question de la souveraineté de ce pays et celle de la guerre par morceaux à laquelle il fait face depuis plusieurs années. Les emprunteurs des raccourcis voudraient convaincre ceux qui veulent les entendre que c'est à partir des années 1994 que le Kongo-Kinshasa ne réussit pas à bâtir sa souveraineté intégrale.

L'impérialisme intelligent et les «nouveaux leaders de la renaissance africaine»

Pourtant, une relecture intelligente et avertie de l'histoire informe qu'après l'indépendance formelle du pays, l'assassinat de Lumumba le 17 janvier 1961 met officiellement fin à la souveraineté conquise le 30 juin 1960.
Cet assassinat est un fait majeur dans l'histoire du pays. Pourquoi ? Parce que le Premier ministre kongolais avait une idée claire et limpide du contenu de l'indépendance et de la souveraineté du pays. Pour lui, cela signifiait « un kongolais est chef de l'Etat et les Kongolais sont maîtres de leur pays. » Son assassinat efface cette approche de la souveraineté des têtes et des coeurs de ses compatriotes et quelques années plus tard, Mobutu, un homme lige du capital financier, est imposé au pays afin qu'il soit au service des trans et multinationales pour lesquelles le Kongo-Kinshasa ne peut être qu'un réservoir des matières premières, sans plus.
Il est arrivé que de temps en temps, Mobutu joue ses maîtres les uns contre les autres en se faisant taper sur les doigts. Soupçonné malade, ses maîtres prennent la décision de le remplacer par deux «nouveaux leaders» de «la renaissance africaine», Museveni et Kagame. Ces maîtres aident Museveni à remplacer Milton Obote en 1986. Ils ont un grand projet après la chute du mur de Berlin : imposer « l'impérialisme intelligent » au monde entier en menant des guerres par procuration.
Après la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin de l'URSS en 1991, « l'impérialisme intelligent » et ses globalistes apatrides se cherchent de nouveaux ennemis pour justifier leurs guerres expansionnistes. Ils cherchent à chasser les Français et les Belges de « leurs pré-carrés » et faire main basse sur les richesses minérales du Kongo-Kinshasa après avoir « corrompu » « des élites kongolaises » et choisi de travailler avec les deux « nouveaux leaders de la renaissance africaine », Museveni et Kagame.

La cible Kongo-Kinshasa

La guerre menée contre le Kongo-Kinshasa n'est pas du tout la conséquence du génocide rwandais. Non. Le génocide rwandais rentre dans le projet des globalistes apatrides de pouvoir prendre possession du Kongo-Kinshasa, d'en être « les maîtres » après leur homme lige, Mobutu. La guerre est une confiscation et une dénégation permanentes de la souveraineté kongolaise. Elle a produit, au cœur de l'Afrique, un « Etat-failli-raté ». Ce n'est pas parce que la France a demandé aux Kongolais(es) d'ouvrir le couloir humanitaire que le pays de Lumumba a été envahi, non. Par-delà le génocide rwandais, le Kongo-Kinshasa était la véritable cible.
Malheureusement, les réponses rapides données aux questions dites d'actualité ne permettent pas de remonter aux sources de cette guerre raciste de prédation et de basse intensité. Ces réponses rapides ne permettent pas de relire l'abondante documentation sur cette guerre. Les lecteurs du « Dernier Mitterrand » savent ce qu'il dit au sujet de la guerre menée contre la France par les globalistes apatrides.

> **“ Lorsqu'un Young Global Leader se rend à Kinshasa, il ne le fait pas au nom de la France. Non. Il joue son rôle au sein des globalistes apatrides. Malheureusement, plusieurs compatriotes n'ont pas encore compris que plusieurs 'élites politiques' jouent actuellement le rôle de larbins.**

Macron à Kinshasa en tant que Young Global Leader

Alors, lorsqu'un Young Global Leader se rend au Kongo-Kinshasa, il ne le fait pas au nom de la France. Non. Il joue son rôle au sein des globalistes apatrides. Malheureusement, plusieurs compatriotes n'ont pas encore compris que plusieurs «élites politiques» jouent actuellement le rôle de larbins. Dommage ! Et lorsqu'il accuse le pays de Lumumba de n'avoir pas réussi à organiser sa souveraineté depuis 1994, il compte sur un public ayant opté pour le refus d'apprendre, la volonté d'ignorer l'histoire de son pays et s'étant converti en applaudisseur, en thuriféraire et en tambourinaire. Dommage !
Sans une bonne maîtrise collective de l'histoire du pays, les Kongolais pourraient être, pendant longtemps, « les canards sauvages » des globalistes apatrides. Dieu merci ! Les jeunes dissidents, résistants et révolutionnaires se lèvent !